

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

van

WOENSDAG 8 JULI 2015

Namiddag

COMMISSION DE LA JUSTICE

du

MERCREDI 8 JUILLET 2015

Après-midi

La séance est ouverte à 14.35 heures et présidée par M. Philippe Goffin.

De vergadering wordt geopend om 14.35 uur en voorgezeten door de heer Philippe Goffin.

01 Question de Mme Françoise Schepmans au vice-premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des Bâtiments, sur "les arrestations dans le cadre de la lutte contre la fraude sur Internet" (n° 5327)

01 Vraag van mevrouw Françoise Schepmans aan de vice-eersteminister en minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regie der Gebouwen, over "de arrestaties in het kader van de internetfraudebestrijding" (nr. 5327)

01.01 **Françoise Schepmans** (MR): Monsieur le ministre, à la suite de l'Opération Triangle menée par le Centre de lutte contre la cybercriminalité d'Europol début juin, 58 perquisitions ont été menées et 49 arrestations ont eu lieu. C'est le bilan de la vaste action de police qui a permis d'arrêter des criminels originaires du Cameroun, du Nigeria et d'Espagne, dans le cadre de la lutte contre le *phishing*. Grâce à des données personnelles volées, les criminels ont intercepté des communications leur permettant de détourner quelque six millions d'euros, provenant notamment de moyennes et grandes entreprises européennes, à travers un réseau sophistiqué de blanchiment d'argent.

Le démantèlement du réseau criminel a été le fruit d'une action coordonnée entre Europol et Eurojust, ainsi que les services de police en Italie, en Espagne, en Pologne et au Royaume-Uni. L'opération a notamment été soutenue par les polices belge, anglaise et géorgienne, et démontre une nouvelle fois l'importance d'une large coopération dans ce genre d'affaires. Enfin, je citerai un chiffre quelque peu interpellant. En effet, je cite l'un des constats établis par IBM dans l'édition 2015 de son rapport *Cyber Security Intelligence Index*: "le *phishing* ne connaît pas la crise puisque le taux de spams piégés par rapport à l'ensemble des courriels non sollicités à caractère commercial est de 4 % début 2015, alors qu'il n'avait jamais dépassé les 1 % jusqu'à l'été 2013".

Monsieur le ministre, cette opération a permis de démontrer que les institutions européennes et les autorités nationales peuvent combattre avec succès l'une des formes de criminalité moderne les plus difficiles à détecter. Pouvez-vous nous dire comment s'est faite cette coordination entre les différents acteurs? Qu'est-ce qui a été mis en place pour cette opération et qui ne l'était pas précédemment? Le bilan de cette opération est positif. Pensez-vous qu'il y a lieu d'étendre ce type d'initiative? Le nombre de spams piégés est en train d'exploser. Quelles sont les mesures concrètes mises en place par le gouvernement afin de faire face à cette forte augmentation? Quelles sont les mesures prises à l'échelle européenne? Et quelle est la coordination faite à ce niveau entre les autorités fédérales et les institutions européennes?

Enfin, je souhaite également aborder le sujet sous l'angle du risque que représente la cybercriminalité pour les entreprises. Il semblerait en effet que de nombreuses entreprises ne savent pas où s'adresser pour déclarer un cyberincident. Elles ne disposeraient pas non plus d'informations suffisantes sur le cadre juridique et auraient besoin d'aide afin d'élaborer une politique et des processus de sécurité. Les entreprises ont besoin d'un encadrement correct et concret en la matière. Monsieur le ministre, quelles sont les mesures prises dans ce contexte et qui pourraient encore être mises en œuvre?

01.02 **Koen Geens**, ministre: Madame Schepmans, le parquet fédéral m'a communiqué les informations suivantes. En ce qui concerne vos deux premières questions, c'est seulement indirectement que la Belgique a été concernée par l'Opération Triangle dans le cadre de laquelle le parquet fédéral a, de manière ponctuelle, facilité une demande d'entraide judiciaire provenant d'Italie à destination de divers parquets belges, ainsi qu'un mandat d'arrêt européen qui a été transmis pour exécution au parquet de Courtrai.

Une approche transfrontalière du *phishing*, ou plus généralement de la criminalité informatique, entre les divers pays concernés avec l'appui d'Eurojust et d'Europol, permet de déstabiliser plus radicalement les groupes de criminalité organisée et de désorganiser à plus long terme les activités criminelles.

Le parquet fédéral s'investit dans cette lutte dans la mesure des moyens disponibles. En témoigne un récent exemple, l'Opération Blackshades, dans le cadre de laquelle, en mai 2014, des perquisitions et arrestations ont été effectuées simultanément dans 15 pays, parmi lesquelles pas moins de 70 perquisitions dans notre seul pays.

Cette opération portait sur le *hacker tool* Blackshades qui était commercialisé dans le monde entier via internet. Les serveurs de l'organisation criminelle ont été saisis aux États-Unis et les organisateurs interceptés. En Belgique, des poursuites ont, entre-temps, été intentées contre des acheteurs de cet outil et un utilisateur de ce paquet de *malware* a été condamné à une peine de 15 mois d'emprisonnement.

Un autre exemple de collaboration étroite avec l'appui d'Eurojust est le dossier fédéral connu sous le nom d'Opération "Belfi". Une équipe commune d'enquête belgo-néerlandaise a interpellé une personne suspectée d'être au sommet d'une organisation responsable de *phishing* au départ des Pays-Bas au préjudice des clients de quatre grandes banques belges. De mi-2012 à février 2014, cette organisation a récolté un butin d'environ 7,2 millions d'euros. Après l'intervention, les chiffres de *phishing* ont durablement baissé de 85 %. Le procès correctionnel est en cours.

Vos deux dernières questions dépassent le cadre de la justice. Cette problématique de la cybercriminalité nécessite une approche plus large. La sécurisation et la prévention *cybersecurity* sont au moins aussi importants pour la combattre. Le Centre pour la cybersécurité Belgique, créé par l'arrêté royal du 10 octobre 2014, placé sous l'autorité du premier ministre, est notamment chargé de superviser, coordonner et veiller à la mise en œuvre de la stratégie belge en la matière, à assurer la coordination entre les services et autorités concernées et la gestion de crise en cas de cyberincident.

01.03 Françoise Schepmans (MR): Monsieur le président, je remercie M. le ministre de ses réponses.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de Mme Özlem Özen au ministre de la Justice sur "l'usage mortel des armes dans le cadre de l'assaut de Verviers" (n° 5476)

02 Vraag van mevrouw Özlem Özen aan de minister van Justitie over "het dodelijke gebruik van wapens in het kader van de bestorming te Verviers" (nr. 5476)

02.01 Özlem Özen (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, la Ligue des Droits de l'homme a introduit une demande visant à ce qu'une enquête soit ouverte suite à l'assaut de Verviers qui a conduit à la mort de deux personnes soupçonnées de vouloir commettre un attentat terroriste.

La Ligue ne remet pas en cause l'opération, mais elle souhaite que des éclaircissements soient apportés en ce qui concerne son mode opératoire. Son inquiétude se base sur le témoignage d'un survivant qui prétend qu'aucune sommation n'a été faite avant l'intervention des forces de l'ordre, dont celle du GIGN.

Ma question ne tend pas à préjuger des conclusions de l'éventuelle enquête. Néanmoins, "si la mort n'est pas considérée comme infligée en violation de l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'Homme, dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale", nous ne pouvons pas ignorer que "tout recours à la force doit être raisonnable et proportionné à l'objectif poursuivi". Cela ressort clairement de la loi sur la fonction de police.

C'est ce qui est remis en cause dans cette affaire. Or, la menace terroriste ne peut justifier tout recul de ces principes. Elle ne peut non plus légitimer l'usage mortel des armes sur la base de présomptions sans respect de la procédure qui s'impose.

Monsieur le ministre, pourriez-vous nous rappeler les règles qui balisent l'usage des armes dans le cadre

d'assauts similaires, *a fortiori* d'assauts mortels? La sommation est-elle toujours obligatoire? L'usage mortel des armes est-il balisé différemment selon que l'intervention repose sur des soupçons d'actes terroristes ou liés au terrorisme ou sur des indices sérieux d'actes terroristes ou liés au terrorisme, sachant que dans les deux hypothèses, les intéressés sont toujours présumés innocents?

02.02 Koen Geens, ministre: Madame Özen, il est à souligner que l'usage de la contrainte par arme à feu constaté lors de l'opération à Verviers fait actuellement l'objet d'une enquête judiciaire. Je ne puis donc le commenter.

Les règles qui balisent l'usage de la contrainte par les fonctionnaires de police sont reprises dans la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police et sont identiques, quel que soit le cadre d'intervention y compris le terrorisme ou le grand banditisme. L'article 1^{er}, alinéa 3 de cette loi stipule que "pour accomplir leurs missions, les services de police n'utilisent les moyens de contrainte que dans les conditions prévues par la loi." En tant que moyen de contrainte, l'usage des armes à feu est subordonné au respect de l'article 37 de la même loi qui précise: "Dans l'exercice de ses missions de police administrative ou judiciaire, tout fonctionnaire de police peut, en tenant compte des risques que cela comporte, recourir à la force pour poursuivre un objectif légitime qui ne peut être atteint autrement. Tout recours à la force doit être raisonnable et proportionné à l'objectif poursuivi. Tout usage de la force est précédé d'un avertissement à moins que cela ne rende cet usage inopérant."

Outre les principes de légalité, de subsidiarité et de proportionnalité, l'article 38 de la loi prévoit également les cas dans lesquels les fonctionnaires de police peuvent faire usage d'armes à feu contre des personnes. Cet article stipule que: "Sauf en cas de légitime défense, le recours aux armes ne s'effectue qu'après avertissement donné à haute voix ou par tout autre moyen disponible, y compris par un coup de semonce, à moins que cela ne rende ce recours inopérant."

Enfin, les articles 49 et 50 du Code de déontologie des services de police, consacré par l'arrêté royal du 10 mai 2006, rappellent ces principes et précisent notamment que les policiers doivent rechercher les modes d'intervention adéquats les moins violents possible et qu'une certaine différenciation et gradation doivent exister dans les modalités du recours à la force et qu'ils reçoivent en cette matière une formation physique et mentale appropriée et un équipement adéquat.

L'usage des armes est donc balisé avec une grande précision.

Sur le plan strictement opérationnel, l'usage de la contrainte en général et des armes en particulier se fait bien évidemment sur la base, d'une part, des informations disponibles et, d'autre part, d'une appréciation *in concreto* conformément aux articles 37 et 38 susmentionnés.

02.03 Özlem Özen (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse très précise, ainsi que pour les règles balisant l'usage des armes. Elles sont très claires et sans ambiguïté.

Ma crainte était que la présomption d'innocence soit bafouée dans le contexte spécial et dangereux qu'on connaît, surtout avec le niveau 3 d'alerte. S'agissant de l'assaut de Verviers, l'enquête nous apportera les réponses et j'espère nous prouvera le bien-fondé de cette démarche et le respect des règles y relatives.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: Monsieur le ministre, pouvez-vous rester jusque 17 heures? Nous allons permettre à M. Hellings de poser sa question, et puis nous allons suspendre. Après être allé en plénière, êtes-vous d'accord de revenir ici de manière à quand même vider un maximum de questions aujourd'hui? Je suppose que la proposition "HIV" sera vite traitée. (*Assentiment*)

03 Question de M. Benoit Hellings au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, sur "la non-ratification par la Belgique du protocole facultatif à la convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT)" (n° 5436)

03 Vraag van de heer Benoit Hellings aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen, over "de niet-ratificatie

door België van het Facultatief Protocol bij het VN-Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing (OPCAT)" (nr. 5436)

03.01 Benoit Hellings (Ecolo-Groen): Monsieur le vice-premier ministre, la Belgique n'a pas encore ratifié le Protocole facultatif à la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT). La Convention a été ratifiée par 157 pays et est entrée en vigueur en juin 2006.

Elle prévoit notamment un système de visites régulières exercées par des instances indépendantes nationales ou internationales, notamment dans les prisons. Cette non-ratification pose question. Selon Amnesty International, ceci veut dire qu'aucun mécanisme de contrôle international n'existe en Belgique pour prévenir la torture et les mauvais traitements dans les lieux de privation de liberté.

Monsieur le vice-premier ministre, en janvier 2016, la Belgique devra rendre compte de ses engagements en matière de respect des droits fondamentaux devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Est-ce que d'ici à cette importante échéance, vous mettrez tout en œuvre pour que l'OPCAT soit ratifié?

03.02 Koen Geens, ministre: Monsieur Hellings, les personnes qui sont privées de liberté sont dans une position vulnérable par le simple fait de leur emprisonnement. En raison de cette position vulnérable, une surveillance indépendante des endroits où les gens sont privés de liberté est d'une grande importance.

En lien direct avec l'objectif de la création d'un mécanisme national des droits de l'homme indépendant pour notre pays et, en ce qui concerne nos prisonniers, avec le plan visant notamment à améliorer l'indépendance du Conseil central de surveillance pénitentiaire et les commissions de surveillance des prisons, l'accord de gouvernement fait état du projet de création d'un mécanisme national des droits de l'homme indépendant. J'ai déjà expliqué à la commission de la Justice comment ce défi allait être relevé et je renvoie dès lors à ma réponse donnée à cette commission le 6 mai 2015, réponse qui est toujours valable.

Fin octobre 2015, notre pays devra déposer un rapport dans le cadre du *Universal Periodic Review* du Conseil des droits de l'homme des Nations unies. L'objectif est que, d'ici là, on puisse faire état d'un progrès notable sous la forme d'un premier consensus politique. La surveillance des lieux où des personnes sont privées de leur liberté, comme c'est d'ailleurs prévu dans l'OPCAT, déborde du contexte de nos prisons et des internés.

La question de savoir quand le protocole OPCAT sera ratifié ne dépend donc pas uniquement du niveau fédéral. Nous espérons toutefois en savoir plus sur les intentions des entités fédérées avant la fin du mois d'octobre, dans le cadre de notre rapportage pour le *Universal Periodic Review*.

En ce qui concerne les centres fermés, la question est à l'examen au cabinet du secrétaire d'État Theo Francken, dans le cadre des discussions intercabinets. Cet état des lieux et le calendrier ont été expliqués de façon tout à fait transparente à la société civile lors d'une réunion le 12 juin 2015. Amnesty International était également présente à cette consultation de la société civile et semblait alors pouvoir se retrouver dans le calendrier proposé.

03.03 Benoit Hellings (Ecolo-Groen): Je remercie le ministre pour sa réponse. Si je comprends bien, il y a deux éléments de blocage. À l'intérieur du gouvernement, vous devez vous concerter avec votre collègue Francken pour ce qui concerne les centres fermés. J'espère que là, la concertation sera forte.

Vous avez aussi précisé que les entités fédérées bloquent également car il s'agit d'une compétence partagée. Je ne vois pas à quel niveau, peut-être pour les maisons de justice, mais ce ne sont pas des centres d'enfermement.

Visiblement, il faut se mettre d'accord le plus vite possible. Au-delà de ce que vous pouvez initier au niveau belge, à savoir la mise en place du Conseil central de surveillance pénitentiaire, il sera très important que la Belgique puisse ratifier le plus rapidement possible l'OPCAT, comme marque de bonne volonté, au risque de se voir une nouvelle fois condamnée par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Ce serait regrettable en termes d'image, mais surtout pour la situation des personnes enfermées en Belgique, qu'elles le soient en prison ou dans les centres fermés.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

04 Questions jointes de

- Mme Özlem Özen au ministre de la Justice sur "le séjour en maison de détention comme moyen d'exécution différenciée de la peine" (n° 5477)
- M. Philippe Goffin au ministre de la Justice sur "les mini-prisons" (n° 5706)
- Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "les projets du ministre concernant la création de mini-prisons" (n° 5722)

04 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Özlem Özen aan de minister van Justitie over "het verblijf in een detentiehuis als gedifferentieerde strafuitvoering" (nr. 5477)
- de heer Philippe Goffin aan de minister van Justitie over "de minigevangenissen" (nr. 5706)
- mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de plannen van de minister rond de uitwerking van minigevangenissen" (nr. 5722)

04.01 Özlem Özen (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, entre surpopulation carcérale et faille dans le processus de réinsertion, les prisons que nous connaissons sont souvent épinglées. Ceux qui voient autre chose qu'une mise à l'écart sans vase communicant avec le public et la vie, reviennent régulièrement notamment sur le rôle de la prison et l'encadrement individualisé qu'elle nécessite pour œuvrer à la réinsertion.

J'en fais partie et en cela, j'encourage les projets de maisons de détention. Un des buts de ces maisons est de pouvoir accompagner individuellement les détenus qui s'y retrouvent en petit nombre, une dizaine. Aussi, de ne pas les délocaliser ni de les priver de tout contact avec la société. Au contraire, avec ces maisons, on favorise le partage d'infrastructures avec le quartier, des terrains de sport par exemple. Le détenu n'est plus déshumanisé, il n'a pas juste un nom voire un numéro.

Il est opportun de souligner que ces prisons ne constituent pas un poids financier pour l'État. Hans Claus qui est l'un des porteurs de ce projet estime le coût journalier à 203 euros même si bien sûr, elles s'inscrivent sur le long terme. Le changement de vision et de prise en charge de nos détenus permettrait de lutter efficacement contre la récidive. Les chiffres dans d'autres États européens où ces structures existent, le démontrent.

Cela permettrait également de responsabiliser et d'offrir une plus grande chance de réinsertion à nos détenus à la suite de leur passage en prison. De plus, cela permettrait d'offrir des lieux de détention bien plus humains et plus dignes de notre société.

Monsieur le ministre, les accompagnements individualisés ne favorisent-ils pas le processus de réinsertion? Les maisons de détention ne sont-elles pas plus adaptées que nos prisons actuelles à cet objectif? Des structures de taille humaine que constituent ces maisons de détention pourraient-elles à terme être envisagées? Ces structures ne pourraient-elles à tout le moins pas être envisagées en fin de peine afin de faciliter la réinsertion? Ou comme un moyen d'exécution différenciée de la peine? Votre plan envisage-t-il un projet-pilote de ce type de maisons de détention?

04.02 Philippe Goffin (MR): Monsieur le ministre, vous avez annoncé ce week-end être favorable à la création de maisons-prisons. C'est une solution qui paraît séduisante pour un meilleur accompagnement des détenus et peut-être pour obtenir enfin des résultats positifs par rapport à la récidive.

La possibilité d'introduire dans le plan des maisons-prisons est une donnée nouvelle qui me satisfait particulièrement. Elle appelle évidemment à une réflexion plus large sur la problématique des prisons. Pas plus tard que ce matin, M. Brotcorne l'évoquait dans le cadre d'une discussion qui aura lieu à la rentrée.

Vous avez indiqué que pour la réussite de ce projet, il faut mettre en place des collaborations avec des ASBL. Où en êtes-vous dans vos discussions éventuelles avec des ASBL? Vers quel type d'ASBL vous êtes-vous tourné? Actuellement, combien de maisons-prisons existe-t-il sur le territoire belge? Comment comptez-vous inclure dans le masterplan Prisons cette proposition assez novatrice de maisons-prisons?

04.03 Sophie De Wit (N-VA): Mijnheer de minister, in december en maart heb ik u ook al vragen gesteld over de mogelijke invoering van kleinschalige detentiehuisen. Dit is een idee dat al eerder gelanceerd werd onder de noemer 'De Huizen'. Men zou werken met een 900 tal kleinere huisgevangenen waar gedetineerden meer op maat worden begeleid en waar zij individueel worden voorbereid op hun terugkeer in de maatschappij. In grote gevangenissen is dat uiteraard veel moeilijker.

U hebt in uw antwoord meegedeeld dat u wel degelijk openstond voor een aangepaste vorm van detentie. Maar, naast dit project 'De Huizen' zouden er nog andere organisaties zijn met soortgelijke initiatieven, bijvoorbeeld transitiehuisen. U zei ook dat u geen voorafname wou doen op uw standpunt over minigevangenissen omdat u deze zomer, en aan de temperaturen te merken is het stilaan zomer, met een aangepast Masterplan 3 voor de gevangenissen zou komen.

Blijkbaar hebt u intussen wel een mening over minigevangenissen gevormd. Via de media mochten wij vernemen dat u deze effectief wil invoeren, eerst als proefproject en daarna, als zij succesvol zouden zijn, ook in het algemeen.

Vandaar mijn vragen, mijnheer de minister.

Kunt u meer informatie verschaffen over uw voornemen met minigevangenissen te werken? Volgens welk concept zal er gewerkt worden? Aan hoeveel minigevangenissen denkt u? Welk budget zal hiervoor nodig zijn? Wordt daarvoor ook samengewerkt met de Gemeenschappen?

Wanneer meent u met het proefproject te kunnen starten? Hoeveel minigevangenissen zal het omvatten?

Werkt u een eigen systeem van minigevangenissen uit of zal er overheidssteun gegeven worden aan reeds bekende initiatieven als 'De Huizen' of het systeem met transitiehuisen?

Wanneer zult u uw Masterplan 3 voorstellen aan de Ministerraad en aan het Parlement? Ik heb gisteren in de commissie gehoord dat het voor september, of voor het najaar, zou zijn? Misschien kunt u een concrete datum noemen?

Tot slot, welke aanpassingen zullen in uw Masterplan 3 worden opgenomen? Welke invloed heeft uw voornemen de gevangenisbevolking duurzaam onder 10 000 gedetineerden te krijgen op uw Masterplan 3? Ik dank u alvast voor uw antwoorden.

04.04 Koen Geens, ministre: Monsieur le président, madame Özen, mevrouw De Wit, je connais naturellement le projet de M. Klaps auquel vous faites allusion. Une réunion informelle a déjà eu lieu pour entendre son idée et sa proposition. Un certain nombre d'autres organisations sont aussi occupées à prendre des initiatives similaires et ont également expliqué leur projet.

Il s'agissait de discussions exploratoires pour trouver l'inspiration. Une fois qu'une décision sera prise, une mission sera lancée, à laquelle tous les intéressés pourront s'inscrire. Je suis certainement ouvert à d'autres formes de détention. Je ne peux que me réjouir des projets ou initiatives qui peuvent faciliter la réinsertion dans la société, parce qu'ils bénéficient, à terme, aux détenus mais aussi à l'ensemble de la société. Je vois dès lors cela surtout pour les prisonniers qui par exemple peuvent y être hébergés à la fin de leur peine, dans le but d'être mieux préparés à un retour à la société. Mais je ne vois pas la moindre contradiction avec le projet Haren. D'autres établissements resteront nécessaires et il n'y aura qu'une petite minorité qui pourra être admissible à séjourner dans une telle maison.

Nous sommes actuellement occupés à mettre la dernière main à un nouveau masterplan 3 adapté. Je voudrais également me référer à mon plan Justice sous le point IV.1.4 "Modernisation de l'infrastructure pénitentiaire", dans lequel j'explique que le masterplan existant est adapté afin de soumettre pour approbation un nouveau masterplan 3. Le principe doit encore être approuvé. Par exemple, à Haren, nous prévoyons déjà des logements avec un régime ouvert pour les femmes.

Het zal dus pas op het moment zijn dat het Masterplan definitief wordt goedgekeurd dat de details van alle projecten, en ook van dit project dus, zowel qua timing, budget en procedure zullen worden meegedeeld.

Maar ik denk dat ik al duidelijk ben geweest welke richting ik zou willen uitgaan. Ik zal aan de regering, samen met collega Jambon, een voorstel doen om een pilootproject rond kleinschalige detentie te starten.

Eenmaal dit positief wordt geëvalueerd, kunnen desgevallend nog bijkomende projecten worden voorzien.

Wat de andere projecten van het Masterplan 3 betreft, zal ik u heel binnenkort meer informatie kunnen geven. Ik leg momenteel de laatste hand aan het dossier samen met collega Jambon die bevoegd is voor de Regie der Gebouwen.

Ik dank u.

04.05 Özlem Özen (PS): Monsieur le ministre, je suis ravie d'entendre que la réinsertion dans le cadre de la détention est aussi l'une de vos priorités. C'est vrai que cette réinsertion passe notamment par la transposition autant que possible dans une vie normale, avec des contacts avec la société, des opportunités de formation, de responsabilisation, etc. Concernant les maisons de détention, les mini-maisons ou maisons de transit, j'ai lu un article paru après la rédaction de ma question, où votre porte-parole dit que ce seront des maisons de transit qui pourraient être mises à disposition de personnes qui, après une sélection en fin de peine ou sous surveillance électronique, pourraient séjourner pour préparer leur réinsertion. Je pense que ça pourrait en tout cas répondre convenablement à cet objectif que je vous ai résumé. Je suis donc ravie de voir que le gouvernement s'arrête sur le sujet qui est vraiment important, comme vous le disiez, aussi bien pour les détenus que pour la société.

04.06 Philippe Goffin (MR): Une société s'honore de pouvoir débattre de ce type de problématique. La déclaration du gouvernement prévoit notamment de revoir en partie et de faire un état des lieux de la loi de principe et d'avoir une réflexion ouverte sur la problématique des prisons, de la récidive et de la manière dont une détention doit pouvoir être conduite, ce qui est évidemment une bonne idée.

04.07 Sophie De Wit (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Wij zullen moeten wachten op de concrete informatie. Ik kijk daar naar uit. Het is iets dat al langer bezig is. Wij zijn al lang aan het sensibiliseren voor een andere aanpak. Ik denk zeker als u de reïntegratie en de aanpak van recidive allemaal wil verwezenlijken, zoals ook in uw Justitieplan staat, dit een middel kan zijn om dat te doen.

Ik hoop dat u ook de budgettaire middelen zal vinden om dat waar te maken. Ik denk dat daar nog een belangrijke stap moet gezet worden.

Maar ik kijk uit naar de informatie die u belooft rond het Masterplan 3. Dank u.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

05 Question de Mme Özlem Özen au ministre de la Justice sur "la reconnaissance de la responsabilité de l'État belge à la suite du suicide d'une personne atteinte de maladie mentale, détenue à la prison de Lantin, en lieu et place de son internement dans l'établissement de défense sociale de Paifve" (n° 5478)

05 Vraag van mevrouw Özlem Özen aan de minister van Justitie over "de erkenning van de verantwoordelijkheid van de Belgische Staat naar aanleiding van de zelfmoord van een geesteszieke gedetineerde in de gevangenis van Lantin voor wie er een opname in de inrichting tot bescherming van de maatschappij te Paifve gepland was" (nr. 5478)

05.01 Özlem Özen (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, nous apprenions récemment la condamnation de l'État belge à la suite du suicide d'un jeune garçon souffrant de maladie mentale et de dépression. Celui-ci s'est pendu dans une cellule d'isolement, derrière un grillage et une porte blindée à Lantin.

Ce jeune homme avait appris que son transfert vers l'établissement de défense sociale de Paifve devait prendre entre 6 mois et 3 ans, délai qu'il ne pouvait supporter, le rendant ingérable à hystérique. D'où le régime disciplinaire qui lui avait été appliqué d'autorité.

Atteint de schizophrénie et malgré la décision de la commission de défense sociale, il avait été placé en cellule à Lantin, situation totalement inadaptée à sa situation mentale. Pour cause: une "liste d'attente" d'une quarantaine de détenus.

Le tribunal a conclu que le ministère de la Justice n'avait pas respecté la Convention des droits de l'homme et la loi de défense sociale et ce, par ses carences structurelles.

Cette décision est probablement un soulagement pour la famille qui a été entendue mais reste insupportable dans un État de droit comme le nôtre.

Monsieur le ministre, pourriez-vous nous faire part du nombre de détenus actuellement encore en établissement pénitentiaire, attendant un transfert vers l'établissement déterminé par la commission de défense sociale? Dans l'intervalle, des soins adaptés sont-ils assurés en milieu carcéral pour ces personnes qui ont un problème spécifique? Comment pallier les "carences structurelles" mises en évidence par le tribunal afin que le prescrit de la loi de défense sociale ne soit plus lettre morte? De quels moyens disposez-vous pour parvenir à cet objectif? Dans quel délai sera-t-il possible de pallier le déficit pointé? La liste d'attente est-elle encore longue ou est-elle en train de se résorber?

05.02 Koen Geens, ministre: Monsieur le président, madame Özen, la problématique de l'internement n'est malheureusement pas neuve. Cette matière a été très longtemps négligée avec le résultat que l'on connaît. Cette condamnation pour des faits datant d'il y a plus de cinq ans en est une illustration. Je pense néanmoins que les dernières années ont démontré une réelle volonté de prendre la problématique à bras-le-corps mais il faut de la patience. Nous ne pouvons résoudre ce problème en quelques mois.

D'un point de vue chiffré, voici les données à ce jour:

- Annexe psychiatrique: Flandre (142), Wallonie (94), Bruxelles (104), pour un total de 340;
- Section de défense sociale (EDS): Bruges (31), Merksplas (243), Turnhout (108), pour un total de 382;
- EDS de Paifve (200);
- Total pour les établissements publics pour l'intégration (EPI): 922.

Ce chiffre démontre une baisse sensible par rapport à 2014. En effet, il y avait, fin juin 2014, 1 081 internés.

Pour les internés francophones, la liste d'attente pour l'EDS de Paifve comprend ce jour 62 internés privés de liberté. La décision la plus ancienne de placement date du 30 juin 2013. La liste d'attente pour l'EDS de Tournai - Les Marronniers - comprenait, début juin, 94 internés privés de liberté. L'ordonnance de placement la plus ancienne date du 20 février 2014.

Pour les femmes de l'EDS de Mons (le Chêne aux Haies), cette liste est de 8 internées et la décision la plus ancienne de placement date du 11 septembre 2014.

Pour les internés néerlandophones, il n'y a pas de liste d'attente à proprement parler en matière de placement puisque les sections de défense sociale se situent en milieu pénitentiaire. Les commissions de Défense sociale formulent dès lors leurs décisions d'une autre manière: maintien en prison dans l'attente d'une prise en charge extérieure.

Avec l'ouverture du FPC de Gand, cette réalité va néanmoins changer. Dans l'attente qu'une décision de placement soit exécutée, le service psychosocial de l'établissement assure quant à lui l'accompagnement psychosocial des internés dans la préparation d'un projet de réinsertion ainsi que la rédaction d'avis pluridisciplinaires à destination des commissions de défense sociale.

Plusieurs projets de réinsertion sous forme de libération à l'essai sont donc également concrétisés au départ de ces annexes et avant que des mesures de placement prononcées ne soient exécutées.

Les collaborations avec les services d'aide en intra-muros dépendant des communautés sont également très précieuses à ce niveau.

Dans mon plan justice, j'ai clairement indiqué que les internés n'ont pas leur place en prison. Ils doivent être accueillis et soignés dans des centres de psychiatrie légale et des institutions de soins adaptés.

2014 et 2015 sont des années charnières en matière d'internement à travers différentes initiatives dont la construction de centres de psychiatrie légale à Gand et à Anvers, l'élaboration d'un circuit de soins intégré et des projets d'amélioration dans les prisons.

Ces axes de travail contribuent, d'une part, à une offre de soins et à une alimentation au profil

psychopathologique des internés et, d'autre part, à une orientation plus rapide des prisons vers les circuits de soins internes.

La mise en place d'un circuit de soins intégrant les différentes offres de soins ambulatoires et résidentiels est une nécessité absolue, d'autant plus que plusieurs départements sont compétents en la matière. Plusieurs actions sont menées et les efforts doivent être continus.

La désignation des coordinateurs des circuits de soins internés au sein du SPF Justice et des coordinateurs des trajets de soins internés par le SPF Santé publique illustre cette dynamique positive dans les collaborations intersectorielles.

Ces coordinateurs travaillent ensemble sur le plan structurel afin d'établir l'état des lieux des ressources et manques identifiés dans les réseaux, de développer le travail des circuits de soins pour l'approche intégrée de cette problématique, de soutenir la création, depuis janvier 2014, d'équipes mobiles venant renforcer, par un travail de liaison entre l'intra- et l'extra-pénitentiaire, les perspectives de réinsertion des personnes internées.

La nouvelle loi relative à l'internement du 5 mai 2014 améliorera en outre le statut juridique des internés et la procédure d'internement. Elle entrera en vigueur début 2016 après une modification devant intervenir avant la fin de l'année.

05.03 Özlem Özen (PS): Je vous remercie, monsieur le ministre pour votre réponse extrêmement détaillée et pour toutes ces informations qui ont été fournies et que je prendrai le temps d'analyser.

Concernant la jurisprudence que j'évoquais dans ma question, évidemment, c'est un soulagement pour la famille mais elle doit vraiment rester un cas isolé, en tout cas, une erreur à ne pas répéter.

Comme tout le monde, je m'inquiète des carences structurelles qui sont à la base de ce drame, mais je me réjouis aussi d'entendre, d'une part, que le chiffre diminue et, d'autre part, qu'il y a aussi une volonté de mettre ces personnes-là dans des structures adaptées à leurs problèmes et que tout sera mis en œuvre pour répondre dans un délai raisonnable aux besoins des personnes justement visées par la commission de défense sociale.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

*De behandeling van de vragen en interpellaties wordt geschorst van 15.13 uur tot 15.45 uur.
Le développement des questions et interpellations est suspendu de 15.13 heures à 15.45 heures.*

Le **président**: Chers collègues, après cette petite interruption, nous reprenons nos travaux. Monsieur le ministre, je vous remercie d'être resté. C'est une façon aussi de respecter les nombreuses questions auxquelles vos services et vous-même avez apporté des réponses.

06 Question de Mme Özlem Özen au ministre de la Justice sur "l'absence de contrat de travail stable pour les travailleurs du tribunal de Bruxelles" (n° 5479)

06 Vraag van mevrouw Özlem Özen aan de minister van Justitie over "het uitblijven van een stabiel arbeidscontract voor de werknemers van de rechtbank van Brussel" (nr. 5479)

06.01 Özlem Özen (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, lire que les collaborateurs du tribunal du travail sont soumis à un régime de travail des plus instables est un non-sens! Par l'intermédiaire d'un syndicat de l'organisation judiciaire, nombre d'entre eux dénoncent la situation contractuelle précaire qui est la leur. Majoritairement, ils sont engagés sur la base d'un contrat de travail à durée déterminée, renouvelé in extremis, via des avenants de très courte durée. Ainsi, parfois seulement de mois en mois!

Pour certains, cette précarité dure depuis deux ans. C'est une situation de stress évidente faisant probablement obstacle à des projets de vie légitimes, tels que la possibilité de contracter un prêt, par exemple, dans le cadre de l'achat d'un logement.

Il apparaît par ailleurs, que la pratique n'est pas isolée. Des membres du personnel administratif du tribunal

de première instance de Liège auraient souffert d'un régime similaire.

Monsieur le ministre, le manque d'effectifs de nos juridictions est communément admis. Quand comptez-vous mettre un terme à cette situation et offrir des contrats à durée indéterminée ou, à tout le moins et si c'est vraiment nécessaire, des contrats à durée déterminée de longue période? Comment justifiez-vous le non-respect des règles élémentaires du droit du travail au sein du tribunal du travail? Comment justifier que des sociétés privées et coûteuses soient engagées pour d'autres services à rendre à la Justice, quand des collaborateurs internes, eux, doivent se contenter d'un contrat éventuellement avalisé chaque mois, à l'approche du terme initial? Enfin, cette pratique a-t-elle une justification objective non encore dévoilée?

06.02 Koen Geens, ministre: Monsieur le président, madame Özen, je tiens avant tout à rappeler que l'article 178 du Code judiciaire autorise le ministre de la Justice, pour des raisons spécifiques et en vue d'assurer la continuité des services, à engager du personnel sous des liens d'un contrat de travail. L'engagement de contractuels dans l'ordre judiciaire reste ainsi l'exception, tout comme dans la fonction publique au sens large.

Je puis vous assurer que depuis ma désignation en tant que ministre de la Justice, je n'ai eu de cesse de veiller à assurer cette continuité des services au sein de l'ordre judiciaire comme d'éviter tout licenciement et ce, nonobstant les objectifs d'assainissement qui me sont imposés de même qu'à mes collègues au sein du gouvernement. Je m'efforce en effet d'allier ces deux contraintes de la manière la plus efficace possible. Les contraintes budgétaires requièrent cependant une certaine flexibilité dans la gestion des ressources humaines.

Quant à l'appel à une firme privée pour la surveillance du palais de justice de Bruxelles durant le mois de juin, celui-ci a permis, à très bref délai, d'assurer la sécurité du bâtiment dans l'attente du recrutement du personnel nécessaire au sein du corps de sécurité. Il s'agissait d'une mesure ponctuelle justifiée par une situation de crise.

06.03 Özlem Özen (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie. La situation est paradoxale dans le sens où ce sont les collaborateurs du tribunal du travail qui voient leurs conditions de travail non respectées. Certains diraient que ce sont les cordonniers les plus mal chaussés. Trêve de plaisanterie, dans le pays qui est le nôtre, il faut assurer une réglementation sociale importante pour les travailleurs qui sont souvent au cœur du débat. J'ose sincèrement espérer que leur situation sera régularisée dans les meilleurs délais et qu'ils pourront bénéficier d'autres contrats que des contrats spontanés, comme vous le dites.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

07 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "het Slachtofferfonds" (nr. 5497)

07 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "le Fonds d'aide aux victimes" (n° 5497)

07.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mijnheer de minister, de afgelopen jaren werden de bijdragen die veroordeelden moeten betalen voor het Slachtofferfonds enkele keren verhoogd, van 55 euro over 137,50 euro tot 150 euro, en dit om tekorten in het fonds te vermijden. Intussen blijkt dat met de verhoging een tegenovergesteld effect werd bereikt. Jaar na jaar zijn er tot op vandaag grote overschotten in het fonds.

Uit antwoorden op schriftelijke vragen die ik hierover heb gesteld, blijkt dat er in 2008 bijvoorbeeld bijna 8 miljoen euro aan overschotten werd geboekt en in 2011 6,4 miljoen euro. Volgens mij stelt zich dan ook de vraag of een en ander niet moet worden herbekeken en eventueel hervormd.

Voor mensen die bijvoorbeeld worden veroordeeld door de politierechter en soms tot twee keer het bedrag van 150 euro moeten betalen, is dat toch een grote financiële last die bij de boete komt en de rekening vaak heel hoog maakt. Soms houden politierechters daar rekening mee en spreken een geldboete uit onder 26 euro, om toch niet die 150 euro te moeten opleggen.

Is een hervorming aan de orde? Zo ja, in welke zin? Is het een optie om de vaste bijdrage te herbekijken of in bepaalde zaken uit te sluiten, bijvoorbeeld bij zeer lichte verkeersmisdrijven? Of aan de andere kant, op

het vlak van de uitgaven is de uitgekeerde vergoeding vandaag maximaal 62 000 euro voor slachtoffers van opzettelijke misdrijven. Moet dat eventueel worden verhoogd?

Op mijn vraag naar de herkomst van de ontvangsten, dus de opsplitsing per soort rechtbank waar de veroordeling werd uitgesproken, en de bestemming van de uitgaven opgesplitst naar het soort misdrijf waarvan de personen in kwestie het slachtoffer waren, kon destijds geen antwoord worden gegeven. De dossiers worden voor invordering rechtstreeks van de griffie van de rechtbank naar de FOD Financiën gestuurd, nog altijd op papier. Er zou geen centraal bestand bestaan van vastgestelde rechten, waaruit statistieken kunnen worden getrokken.

Mijnheer de minister, ten eerste, hoeveel ontvangsten respectievelijk uitgaven werden de laatste jaren gerealiseerd, in 2013 en 2014? Kan daarvan een detail worden gegeven?

Ten tweede, is de hervorming van het fonds aan de orde of niet? Wat is uw reactie op de voorstellen die ik net deed?

Ten derde, kunnen er initiatieven worden overwogen om meer zicht te krijgen op de herkomst van de ontvangsten en de bestemming van de uitgaven?

07.02 Minister **Koen Geens**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Lahaye-Battheu, in 2012 werd er voor 17,09 miljoen euro, in 2013 voor 24,2 miljoen euro en in 2014 voor 26,28 miljoen euro ontvangen. Er werden respectievelijk 1 243, 1 202 en 1 273 verzoekschriften ingediend in de jongste drie jaar.

In 2012 werden er 1 384 beslissingen genomen en in 2013 en 2014 waren er dat respectievelijk 1 203 en 1 265. Daarvan waren er 961 positief in 2012, 804 in 2013 en 895 in 2014. De uitgaven van 2012 bedroegen 9,51 miljoen euro en in 2013 en 2014 bedroegen de uitgaven respectievelijk 7,99 miljoen euro en 9,29 miljoen euro.

Ik heb aan de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke daden en aan de occasionele redders, hierna de commissie genoemd, gevraagd om een aantal voorstellen te formuleren tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen wat de hulp van de Staat aan de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders betreft. Die voorstellen heb ik recent ontvangen en er werd onder meer voorgesteld om het in de wet voorziene maximum van 62 000 euro voor hoofdhulp en aanvullende hulp te verdubbelen.

Daarnaast wordt voorgesteld om de categorie van slachtoffers, voorzien in artikel 31.3 van de wet, gevoelig uit te breiden. De ouders en de personen die voorzien in het onderhoud van een minderjarig slachtoffer van een opzettelijke gewelddaad vormen een nieuwe categorie in de kring van rechthebbenden op een financiële hulp sinds de wet van 26 maart 2003. Echter, andere familieleden of personen die onder één dak wonen, worden ook geconfronteerd met de gevolgen van een gewelddaad gepleegd op een familielid of op een persoon met wie zij samenwonen. Men denke daarbij aan de echtgenoot wiens echtgenote zwaar mishandeld werd zonder dat zij daardoor overleed. Gebruikelijk kan de echtgenoot ook in eigen naam een schadevergoeding bekomen van de rechtbank voor het leed ten gevolge van de aan zijn echtgenote overkomen feiten. Het is dan ook billijk om aan die personen die rechtstreeks slachtoffers zijn, de mogelijkheid te bieden om een aanvraag tot het bekomen van een financiële hulp tot de commissie te richten.

Er wordt eveneens voorgesteld om een aantal schadeposten toe te voegen aan de limitatieve lijst van artikel 32. Een uitbreiding van de misdrijven die in aanmerking komen, wordt niet overwogen.

De wet van 1985 maakt gebruik van het begrip “opzettelijke gewelddaden”, wat alle vormen van opzettelijke geweldpleging omvat. Zo komt seksueel geweld, zoals verkrachting of aanranding van de eerbaarheid, in aanmerking voor financiële hulp.

Door een conceptuele definitie te gebruiken, komen automatisch ook nieuwe strafbaarstellingen inzake geweld in aanmerking, zonder dat de wet telkens moet worden aangepast. Toen de verminking van de genitaliën van een persoon van het vrouwelijke geslacht, artikel 409 van het Strafwetboek, strafbaar werd gesteld, was het niet nodig om de wet van 1985 aan te passen omdat de nieuwe strafbaarstelling, waarvan de dader niet bekend is, al zeer lang in aanmerking komt voor financiële hulp.

Er is geen zicht op de herkomst van de ontvangsten. Deze vraag is voor mijn collega, de minister van Financiën. Wat de uitgaven betreft, is er een project gestart om de aard van de misdrijven te verwerken.

07.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik dank u voor uw gedetailleerde antwoord. Ik zal de cijfers analyseren.

Ik hoor ook graag dat er voorstellen zijn gekomen om een en ander te hervormen. Vaak moeten wij uitleggen aan mensen die zijn veroordeeld wat het fonds inhoudt en waarom zij die 150 euro moeten betalen. Vandaag klopt dit niet helemaal omdat er enerzijds wordt betaald voor de slachtoffers, maar anderzijds ook voor een grote pot.

Ik juich dan ook voorstellen toe die ertoe bijdragen dat wat wordt betaald door de veroordeelden voor de slachtoffers ook aan de slachtoffers toekomt. Ik zal de verdere evolutie van dit dossier opvolgen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

08 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "het tijdelijk huisverbod in geval van huiselijk geweld" (nr. 5500)

- mevrouw Kristien Van Vaerenbergh aan de minister van Justitie over "de bestraffing met betrekking tot de overtreding van het tijdelijk huisverbod" (nr. 5566)

08 Questions jointes de

- Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence intrafamiliale" (n° 5500)

- Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur "les sanctions liées au non-respect de l'interdiction temporaire de résidence" (n° 5566)

08.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mijnheer de minister, een paar maanden geleden, in januari, heb ik u al eens een vraag gesteld over het tijdelijk huisverbod in geval van huiselijk geweld, dat door de procureur kan worden opgelegd aan een meerderjarige van wie de aanwezigheid een ernstig en onmiddellijk gevaar vormt voor de andere huisgenoten. Ik heb die wet hier weten goedkeuren in dit huis. De bedoeling van de wet was en is om crisissituaties, situaties waar er echt wel een gevaar is voor de huisgenoten, beter te kunnen aanpakken door de persoon die daarvoor verantwoordelijk is via het parket uit het huis te halen en zodoende toch een en ander te ontmijnen.

Toen ik een schriftelijke vraag stelde over het aantal keren dat die wet intussen was toegepast, was ik toch wel wat ontgoocheld over het antwoord. In de periode van januari 2013 tot juni 2014 was er amper 47 keer gebruik gemaakt van de procedure. Sommige arrondissementen – want het was opgesplitst per arrondissement – kenden de procedure amper. Daar werd ze dan ook amper gebruikt. Andere arrondissementen vermeldde dat ze die procedure tot 20 keer gebruikt hadden.

U hebt me in januari gezegd dat er meerdere oorzaken denkbaar waren, als de cijfers correct waren. De eerste mogelijkheid die u aanhaalde, was de procedure. Misschien is de procedure te zwaar.

Een tweede punt waren de politiediensten, die nu snel een inschatting moeten maken van het veiligheidsrisico en van de opportuniteit om aan de procureur een dergelijke maatregel te adviseren.

Het derde item dat u aanhaalde, waren de niet onmiddellijk beschikbare middelen en omkadering voor de begeleiding van de slachtoffers voor maatregelen ten aanzien van de dader en voor de controle op de naleving van het huis- en contactverbod.

Daarom hebt u in januari gezegd dat u het College van procureurs-generaal zou vragen de wet en de richtlijn te evalueren, om meer duidelijkheid te krijgen over de oorzaken van de in sommige gevallen beperkte toepassing.

Ik zou hier vandaag, zes maanden later, de volgende vragen willen stellen.

Is die evaluatie ondertussen gebeurd? Zo ja, wat zijn de resultaten?

Kunt u ondertussen recentere cijfers geven? Ik had de cijfers gekregen tot juni 2014.

08.02 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Mijnheer de minister, de wet die op 15 juni 2012 werd goedgekeurd, bestraft het overtreden van een tijdelijk huisverbod met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 6 maanden en/of een geldboete van 26 tot 100 euro.

Artikel 2 van de wet stipuleert echter dat alleen een bestraffing van een huisverbod opgelegd kan worden door de procureur des Konings. Er is dus volgens de huidige wetgeving geen bestraffing mogelijk wanneer het huisverbod wordt bevestigd of verlengd door de rechter die door de procureur in de procedure wordt verwittigd. In het laatste geval kan een overtreding van het tijdelijk huisverbod slechts worden betoeteld zo het slachtoffer zelf bereid is een klacht wegens belaging in te dienen.

Ik heb dan ook de volgende vragen, mijnheer de minister.

Hoe kan, in uw visie, een overtreding van een tijdelijk huisverbod opgelegd door de familierechter, worden bestraft?

Moet de wet van 15 juni 2012 worden gewijzigd? Op welke wijze dan?

08.03 Minister Koen Geens: Mijnheer de voorzitter, ik zal beginnen met de tweede vraag van mevrouw Lahaye-Battheu. Recent werden mij cijfers aangereikt voor de jaren 2013 en 2014, waaruit inderdaad blijkt dat de toepassing nog veeleer beperkt is gebleven. Voor de beide jaren samen is er sprake van slechts 65 dossiers. De praktijk blijkt in sommige arrondissementen af en toe toegepast, in het bijzonder Doornik, Antwerpen en Kortrijk met respectievelijk 26, 10 en 9 maatregelen, terwijl in andere arrondissementen nauwelijks van het instrument werd gebruik gemaakt.

Door de statistische analisten van het openbaar ministerie werd het vermoeden geuit dat de coderingsrichtlijnen niet steeds even nauwgezet worden opgevolgd. Ook dat moet worden bekeken in het kader van de verdere informatisering. De huisverboden worden op heden nochtans in een aparte module in het informaticasysteem van de parketten van eerste aanleg, rechtbank van eerste aanleg, geregistreerd. De kwalitatieve evaluatie heeft echter nog niet plaatsgevonden. Het College van procureurs-generaal wordt reeds sterk bevraagd en beschikt nu eenmaal over een beperkte capaciteit voor advies en evaluatie.

Daarenboven is het opleggen van een huis- en contactverbod een praktijk in volle evolutie. Het is belangrijk dat de interveniërende politiediensten kunnen beschikken over een goed instrument om de risico's van de situatie correct in te schatten. Een dergelijk risicotaxatie-instrument wordt nu opgesteld in opdracht van collega Elke Sleurs, bevoegd voor het gelijkekansenbeleid, en is al deels voorhanden, wel voor partnergeweld, nog niet voor eergeerelateerd geweld. De toepassing van het huisverbod moet voorts ook worden bekeken in het licht van de werking van de nieuw opgerichte familierechtbanken, die hierin de initiële taak van de vrederechter hebben overgenomen.

Wellicht is het dus nu pas het goede moment om de evaluatie op te starten en na te gaan hoe we een verbeterde toepassing kunnen nastreven. Ik heb evenwel de nood aan een grondige evaluatie van het instrument nog herhaald op een studiedag van het Thomas Moore instituut over instrumenten in de strijd tegen het intrafamiliaal geweld. De evaluatieopdracht staat op de agenda van de eerstvolgende vergadering met het College van procureurs-generaal volgende week maandag.

Wat de vraag van mevrouw Van Vaerenbergh betreft, werd de strafbaarstelling van het schenden van het huisverbod ingesteld bij de afzonderlijke wet van 15 juni 2015. Ze beperkt zich tot de schending van het huisverbod dat werd opgelegd door de procureur des Konings en strekt zich niet uit tot de fase van verlenging uitgesproken door de familierechtbank waar de zaak aanhangig werd gemaakt. In die fase zal het slachtoffer dus bij schending van het huis- of contactverbod klacht moeten indienen wegens belaging.

De filosofie van de maatregel was echter dat de familierechter via de burgerlijke weg de nodige maatregelen zou treffen om de verstoorde situatie die bij geweldplegingen hoe dan ook voor handen is, tijdelijk of definitief te regelen. De verlenging van het huisverbod werd daarbij veeleer als een uitzonderingsmaatregel gezien.

De uitbreiding van de strafbaarstelling is daarom één van de te onderzoeken pistes naast een meer

efficiënte burgerlijke afhandeling of sanctionering. Deze problematiek zal bij de evaluatie van de wet zeker naar boven komen.

08.04 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Ik dank de minister voor zijn antwoord over dit item dat nog een vervolg krijgt. De evaluatie moet nog gebeuren. Ik zal dat verder opvolgen.

08.05 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Ik dank de minister ook en ik hoop ook dat het in de toekomst mogelijk zal zijn om die cijfers beter te kunnen registreren. Het is immers heel belangrijk om wetgeving te evalueren. Als ze dus niet op een nauwkeurige manier kunnen worden gedetecteerd, wordt het erg moeilijk om te kijken wat er nodig is om de wetgeving in de praktijk toepasbaar te maken. De doelstelling in deze is natuurlijk wel goed, maar het moet ook nagekeken kunnen worden.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

09 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "de mogelijke uitbreiding van de gevangenis te leper" (nr. 5502)

09 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "l'éventuelle extension de la prison d'Ypres" (n° 5502)

09.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mijnheer de minister, intussen zijn er al tien jaar grondige verbouwings- en uitbreidingswerken aan de gang in de gevangenis van leper. Er wordt gewerkt aan randaccommodatie: een bezoekersruimte, een bibliotheek, klaslokalen, een sportzaal. Ook de nieuwe keuken zal uitgerust zijn om er 200 maaltijden in een keer te kunnen bereiden.

De vaststelling is wel dat de gevangenis nog steeds slechts over 48 cellen beschikt, waarin men momenteel met twee gedetineerden zit. Er zitten dus gemiddeld 90 tot 100 gedetineerden in de cellen. De randaccommodatie is op 200 gedetineerden voorzien.

Met de ingebruikname van de nieuwbouw zal er extra personeel nodig zijn, daar de oppervlakte waarbinnen de gedetineerden zich kunnen bewegen zal verdrievoudigen.

Mijnheer de minister, zal er in de toekomst mogelijkheid zijn om het aantal cellen uit te breiden?

Technisch, dat blijkt uit de stabiliteitsstudie, zou het mogelijk zijn om aan de achterkant van het gebouw, de zogenaamde sectie 3, verdiepingen, goed voor 60 cellen, te bouwen.

De randaccommodatie zal binnenkort in gebruik kunnen worden genomen. Bijkomend personeel zou daarvoor nodig zijn. Hoe zit dat dan met de rendabiliteit? Wat is de stand van zaken in de actualisatie en bijsturing van het Masterplan 3? Is de bouw van bijkomende cellen in de leperse gevangenis volgens dit plan mogelijk? Of kan dit nog worden overwogen?

09.02 Minister Koen Geens: Mevrouw Lahaye-Battheu, er zal binnenkort een nieuw aangepast Masterplan 3 komen dat we momenteel voorbereiden. Ik verwijs hierbij ook naar het Justitieplan onder punt 4, I, 4, modernisering penitentiaire infrastructuur, waar ik verduidelijkt heb dat het bestaande masterplan wordt aangepast tot een nieuw Masterplan 3, ter goedkeuring wordt voorgelegd aan een volgende vergadering van de Ministerraad. Een van de projecten die ter discussie staat, is de mogelijke uitbreiding van de gevangenis van leper. Het zal pas na de lancering en goedkeuring van het plan zijn dat details van mogelijke projecten binnen dit plan kunnen worden meegedeeld.

09.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mijnheer de minister, ik dank u voor het antwoord.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

10 Vraag van de heer Brecht Vermeulen aan de eerste minister over "het gebruik van Darknet bij de CCU" (nr. 5525)

10 Question de M. Brecht Vermeulen au premier ministre sur "l'utilisation de Darknet à la CCU"

(n° 5525)

10.01 Brecht Vermeulen (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, de strijd tegen cybercriminaliteit is een van de prioriteiten van de regering. Recent heeft Interpol een Global Complex for Innovation, IGCI, opgericht. Dat is een nieuw centrum in Singapore in samenwerking tussen publieke en private spelers dat voor technologische innovatie en ook voor grotere efficiëntie moet zorgen. Dankzij de samenwerking met onder meer Kaspersky Lab, Trend Micro en Microsoft wil die organisatie ervoor zorgen dat de politiediensten nieuwe technologie kunnen inzetten om cybercriminelen te slim af te zijn.

Het IGCI is voorzien van een forensisch lab met een bunker voor onderzoek naar onder andere smartphones. Daarnaast is in het complex zeer gesofisticeerde apparatuur aanwezig waarmee cyberbedreigingen onderzocht kunnen worden.

Er kunnen politieopleidingen worden gegeven, specifiek om misdaden op het internet te onderzoeken. Op die manier kunnen politieagenten zich ook beter inleven in de wereld van de criminelen.

Die wereld is wel vrij bijzonder, want heel veel van de criminele internetactiviteiten spelen zich af op het zogenaamde *darknet* of *deep web*. Er kunnen wapens en drugs gekocht worden en huurmoordenaars en zelfs pedofielen bieden er hun diensten aan. Die darknetsites zijn volledig ontoegankelijk, behalve wanneer men er via een anoniem netwerk toegang tot krijgt, zoals via TOR, 12P, Freenet of Zeronet. In de benaming TOR, *the onion router*, geeft het woord *onion* al aan dat er vele lagen afgeschild moeten worden vooraleer de identiteit van een gebruiker achterhaald kan worden. Het gaat nu net om anonieme netwerken.

De kruisbestuiving tussen de private en publieke sector – daarop richt mijn vraag zich vooral – geldt volgens mij als voorbeeld van de manier waarop België nog beter kan omgaan met de gevaren van cybercriminaliteit en het zoeken naar oplossingen.

Mijnheer de minister, zijn er binnen de federale entiteit in België personen actief die het *darknet* monitoren? Zo ja: in welke FOD of welke overheidsinstantie?

Is er ook in ons land een vorm van samenwerking mogelijk tussen private en publieke actoren? Zijn er op korte termijn concrete vergelijkbare initiatieven?

10.02 Minister Koen Geens: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Vermeulen, willekeurig monitoren kan niet volgens de Belgische wetgeving. Als de onderzoeksrechter daarvoor toelating geeft, kan er daarentegen in specifieke dossiers wel overgegaan worden tot monitoring.

Bij de lokale en federale politie wordt onderzoek gedaan naar criminele activiteiten op het *dark web*. Dat gebeurt niet systematisch, maar ad hoc in het kader van concrete dossiers, voornamelijk internationale. Recent zijn er in samenwerking tussen de FBI, Europol, Federal Computer Crime Unit (FCCU), de federale gerechtelijke politie Dendermonde en politiezone Kouter een aantal verdachten aangehouden die zich inlieten met drugsdelicten op het *dark web*.

Momenteel bestaat er al een samenwerking tussen publieke en private actoren in dit land. Zo onderhoudt de FCCU contacten met verschillende private partners, zowel in het kader van de intelligence-werking als in het kader van concrete dossiers. In dat geval evalueert de behandelende magistraat of een samenwerking opportuun is en dat ten voordele van de geïntegreerde politie.

Die samenwerking is nog niet geïnstitutionaliseerd binnen de politie en bestaat momenteel alleen nog uitsluitend in de informatie- en expertise-uitwisseling. Ook door de samenwerking van de Belgische politie met Europol en Interpol komt de politie in contact met private partners.

10.03 Brecht Vermeulen (N-VA): Mijnheer de minister, het is natuurlijk een feit dat de strijd tegen cybercriminaliteit in België zeker de kinderschoenen nog niet is ontgroeid. De vorige regering heeft veel aankondigingen gedaan over het Centrum voor Cybersecurity (CCB). Dat zou voor een betere coördinatie zorgen tussen de verschillende diensten. We moeten daar nu eigenlijk nog mee starten. Dat het monitoren er nog niet inzit en dat de samenwerking nog niet is geïnstitutionaliseerd, betekent voor mij alleen maar dat er nog veel werk aan de winkel is.

In de *Juristenkrant* van 25 juni heb ik gelezen dat twee experts ter zake, de heer Jan Kerkhofs van het

federale parket en onderzoeksrechter Philippe Van Linthout, er duidelijk op wijzen dat Justitie te weinig bekommerd is over cybercriminaliteit. Er is bij de burgers veel onwetendheid over de gevaren van cybercrime. De bestaande onderzoeksmiddelen zijn volgens hen zeker niet aangepast aan deze tijd en ze vragen bijkomende onderzoeksmogelijkheden. Ook voor u is er veel werk aan de winkel. Ik wil u daar graag bij steunen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: La question n° 5545 de Mme Özen est transformée en question écrite tout comme la question n° 5563 de Mme Jadin.

11 Vraag van de heer Koenraad Degroote aan de minister van Justitie over "'Failmanager' en elektronische faillissementsdossiers" (nr. 5599)

11 Question de M. Koenraad Degroote au ministre de la Justice sur "'Failmanager' et les dossiers électroniques de faillite" (n° 5599)

11.01 Koenraad Degroote (N-VA): We hebben het al enkele keren gehad over het elektronische faillissementsdossier en over de 'Failmanager'. Ik denk dat ik u niet meer moet overtuigen van het enthousiasme bij de griffies van koophandel, de voorzitters en een deel van de curatoren om met dit systeem te kunnen werken. Het systeem biedt hoe dan ook voordelen, maar om alles mogelijk te maken dringt de publicatie van een KB zich op. Het moet het elektronisch verwerken van faillissementen erkennen als boedelschuld. De tekst van dat KB is al lang klaar. Het moet enkel nog gepubliceerd worden in het *Belgisch Staatsblad*.

Ik heb als bijlage bij mijn vraag de tekst van dat KB gevoegd. Ik hoop u dat niet te tonen. U weet dat beter dan wie ook. Het is belangrijk om te weten dat erin staat dat de kosten verbonden aan het elektronisch verwerken van het faillissementsdossier ten laste van de failliete boedel worden gebracht. De begroting van deze kosten gebeurt onder toezicht van de rechter-commissaris die hiervoor machtiging verleent. Dat is de juiste bepaling om te voorkomen dat het de pan zou uitswingen.

Wanneer wordt het KB eindelijk gepubliceerd?

11.02 Minister Koen Geens: Zoals ik in de toelichting inzake ICT meedeelde, is het mijn voornemen om in het najaar een wetgevend initiatief te nemen waarbij de opdracht voor het tot stand brengen en beheren van een informaticasysteem dat de elektronische curator dossiers beheert, aan de balie verenigingen wordt toegewezen. Ik hoop dit op te nemen in de modernisering van het insolventierecht.

Het is dus voorbarig om een KB te publiceren waarin deze kost ten laste wordt gelegd van de boedel. Overigens is er in een meerderheid van de faillissementsdossiers geen actief en lost het ten laste leggen van de boedel niets op. Waarom net deze kost ten laste leggen en andere kosten niet? Wat wordt trouwens bedoeld met 'de kosten verbonden aan het elektronisch verwerken van het faillissementsdossier'? Daaronder kan men veel begrijpen. Ik denk dat een en ander in een groter geheel moet worden gezien.

Zoals gezegd zal ik hier dra via een wetgevend initiatief, waarbij ik op uw medewerking reken, en de uitvoering van die wetgeving de informatisering van de curator dossiers tot stand brengen.

11.03 Koenraad Degroote (N-VA): Elk initiatief dat bijdraagt aan een oplossing zal wel op onze steun kunnen rekenen. Toch ontgoochelt uw antwoord mij enigermate.

Dit KB bestond al een hele tijd. Het verwondert mij dat u nu het geweer van schouder verandert. Het systeem is tot in de puntjes uitgewerkt. Ik denk niet dat men iemand nog moet overtuigen van de voordelen. Ik denk dat men de zaak op de lange baan wil schuiven. De voordelen en de efficiëntiewinsten die kunnen worden geboekt geraken van de baan.

Ondertussen had ik ook een vraag gesteld aan de minister van Financiën. Ook hij is overtuigd van de voordelen die dat systeem biedt. Zo zal er voor de Deposito- en Consignatiekassen een veel betere controle mogelijk zijn op de gelden uit faillissementen die de curatoren moeten beheren, wat nu niet het geval is. Ik meen dat dit systeem enkel voordelen biedt. Door er echter terug een volledige wetgevend initiatief van te

maken vrees ik dat heel wat nuttig werk dat al verricht is verloren zal gaan. Ik hoop dat daar goed over nagedacht wordt en dat er met alle actoren grondig overleg wordt gepleegd om tot een zeer snelle oplossing te komen. Zoals het er nu aan toegaat, zal er immers veel verloren werk zijn.

Ik zal u voor de goede orde het antwoord van minister Van Overtveldt overhandigen zodat u ziet dat ook hij overtuigd is van de voordelen die het biedt. De conditio sine qua non is natuurlijk een wettelijke regeling. Ik had gehoopt dat het KB dat al heel lang voorzien was er toch zou gekomen zijn.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: De vraag nr. 5602 van de heer Stefaan Van Hecke wordt ingetrokken.

12 **Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "internationale kinderontvoeringen" (nr. 5657)**

12 **Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "les rapt parentaux internationaux" (n° 5657)**

12.01 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): Mijnheer de minister, zeker in het begin van de zomervakantie zijn internationale kinderontvoeringen een actueel thema. Uit resultaten van een studie van Child Focus blijkt dat er jaarlijks ongeveer 300 ontvoerde kinderen zouden zijn. In het verleden stelde ik hierover al vragen aan de ministers van Justitie, Buitenlandse Zaken en Binnenlandse Zaken en ook aan de staatssecretaris voor het Gezinsbeleid.

Uit de antwoorden blijkt dat verschillende instanties zich bezig houden met dit probleem. Child Focus bijvoorbeeld heeft 467 dossiers gehad in 2009 en 470 in 2010. De Centrale Autoriteit Rechtshulp in Burgerlijke Zaken van de FOD Justitie had 151 dossiers in 2009 en 136 in 2010. De directie Consulaire Zaken van de FOD Buitenlandse Zaken had 116 dossiers in 2009 en 103 in 2010.

Mijn meest recente vraag hierover aan uw voorganger als minister van Justitie dateert van oktober 2011. Toen werden enkele initiatieven opgesomd die de voorbije jaren genomen werden om de zichtbaarheid van de Centrale Autoriteit, die onder u ressorteert, te verbeteren. Zo kwam er een internetpagina met nuttige info op de site van de FOD Justitie, een telefonische dienst met continue waarneming, een specifieke mailbox, enzovoort.

In uw antwoord op een vraag van collega Demeyer in deze commissie vorige week hebt u onder andere cijfers gegeven in verband met de terugkeerkosten die de Centrale Autoriteit op zich neemt wanneer de terugkeer succesvol verloopt.

Ik wil daaraan de volgende vragen toevoegen.

Ten eerste, welke tendens is er in de cijfers sinds 2010 waar te nemen op het vlak van kinderontvoeringen?

Ten tweede, in hoeveel gevallen werd de Centrale Autoriteit de afgelopen jaren bevoegd geacht? In hoeveel gevallen werd er succesvol een terugkeerprocedure gestart?

Ten derde, hoe worden de beschikbare instrumenten om de zichtbaarheid van de Centrale Autoriteit te optimaliseren vandaag geëvalueerd? Worden er eventueel nog extra maatregelen genomen?

Ten vierde en ten laatste, kunt u toelichting geven bij de samenwerking die bestaat tussen de verschillende diensten. Bijvoorbeeld, in welke mate lost Child Focus zaken op zonder interventie van een federale overheidsdienst?

12.02 Minister **Koen Geens**: Mijnheer de voorzitter, collega Lahaye-Battheu, ik zal eerst antwoorden op uw vraag om cijfers.

In 2010 werden inderdaad 136 nieuwe dossiers geopend en behandeld. De cijfers voor de daaropvolgende jaren zijn voor 2011 166, voor 2012 152, voor 2013 124 en voor 2014 159.

Hieruit blijkt dat na een gevoelige stijging in 2011 het aantal dossiers in 2012 is gedaald en is blijven dalen in 2013 om dan terug te stijgen in 2014.

Wanneer de Belgische Centrale Autoriteit een dossier behandelt en vervolgens sluit wordt steeds de reden voor sluiting genoteerd.

Bij de 47 dossiers in het kader van het Haags Kinderontvoeringsverdrag, desgevallend aangevuld door de Brussel IIbis-verordening, waren de voornaamste redenen voor de afsluiting in 2010 21 met vrijwillige terugkeer, 10 met terugkeer als gevolg van een rechterlijke beslissing, 4 minnelijke schikkingen en 2 verzoeken met intrekking.

Bij de 60 dossiers waren de voornaamste redenen voor de afsluiting in 2011 27 met vrijwillige terugkeer, 8 verzoeken met intrekking, 7 met terugkeer als gevolg van een rechterlijke beslissing.

Bij de 60 dossiers waren de voornaamste redenen voor de afsluiting in 2012 24 met vrijwillige terugkeer, 5 minnelijke schikkingen, 4 met terugkeer als gevolg van een rechterlijke beslissing, een rechterlijke beslissing tot niet-terugkeer.

Bij de 44 dossiers waren de voornaamste redenen voor de afsluiting in 2013 20 met vrijwillige terugkeer, 2 minnelijke schikkingen en een met terugkeer als gevolg van een rechterlijke beslissing.

Bij de 53 dossiers waren de voornaamste redenen voor de afsluiting in 2014 20 met vrijwillige terugkeer, 8 minnelijke schikkingen en 6 met terugkeer als gevolg van een rechterlijke beslissing.

De kosten die de FOD Justitie op zich heeft genomen via de aanwending van het begrotingskrediet "Allerhande Uitgaven voortvloeiend uit de uitvoering van overeenkomsten inzake internationale samenwerking" bedroegen in 2012 16 438 euro, voor 2013 was dat... U zult de cijfers lezen.

De FOD Justitie stelt vast dat zowel de functionele inbox als de 24/24u telefoonpermanentie nog steeds regelmatig worden aangezocht. In 2012 en 2013 kreeg de functionele inbox een twintigtal emails aangaande vragen over preventie of informatie over het familierecht.

Wat betreft de telefoonpermanentie ontvingen de medewerkers tijdens de permanentie-uren een aantal oproepen tussen de 60 en de 80. U zult dit lezen.

De burger vindt haar of zijn weg naar de Belgische Centrale Autoriteit ook buiten kantooruren of op feestdagen.

Ten slotte wordt de website, bereikbaar via justitie.belgium.be/kinderen_en_jongeren/internationale_kinderontvoeringen, regelmatig bijgewerkt zodat de meest actuele informatie er aanwezig is voor de geïnteresseerden.

Omtrent de samenwerking tussen Child Focus, de FOD Justitie, de FOD Buitenlandse Zaken en de gerechtelijke instanties op het gebied van internationale kinderonvoeringen en grensoverschrijdend omgangsrecht bestaat sinds 2007 een intern protocol tot regeling van de samenwerking. Het protocol bepaalt onder andere dat, indien de ouder van wie het kind is ontvoerd zich eerst tot Child Focus wendt, zij/hij geïnformeerd wordt over de mogelijkheden tot optreden die bestaan in het kader van de internationale gerechtelijke samenwerking in burgerlijke zaken. Child Focus verwijst de ouder naar de bevoegde FOD en brengt die FOD op de hoogte via een standaardformulier. De bevoegde FOD zou dus zo altijd op de hoogte moeten zijn van de dossiers behandeld door Child Focus.

De bevoegde FOD – Justitie of Buitenlandse Zaken – zal afhangen van het land waar het kind wordt achtergehouden en of dat land al dan niet met België verbonden is door een internationaalrechtelijk instrument betreffende kinderonvoeringen. Als een instrument van die aard voorhanden is, is de FOD Justitie en wel de Belgische Centrale Autoriteit bevoegd.

12.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor het lange antwoord.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

13 Questions jointes de

- **M. Philippe Goffin** au ministre de la Justice sur "la fin du bail de la prison de Tilburg" (n° 5704)

- **Mme Sophie De Wit** au ministre de la Justice sur "la location de la prison de Tilburg" (n° 5724)

13 Samengevoegde vragen van

- **de heer Philippe Goffin** aan de minister van Justitie over "het aflopen van het huurcontract voor de gevangenis in Tilburg" (nr. 5704)

- **mevrouw Sophie De Wit** aan de minister van Justitie over "de huur van de gevangenis van Tilburg" (nr. 5724)

13.01 Sophie De Wit (N-VA): Mijnheer de minister, al enkele jaren huurt de Belgische regering de gevangenis van Tilburg om de overbevolking in de Belgische gevangenissen te kunnen bolwerken. In principe loopt de huur van de gevangenis op het einde van dit jaar af.

Mijn vragen zijn dan ook eigenlijk heel eenvoudig. De cijfers van het gevangeniswezen zijn immers zo'n twee weken geleden bekendgemaakt. Er is een daling van de overbevolking, maar ik stel mijn vragen toch.

Hoeveel gedetineerden zitten er vandaag nog in de Tilburgse gevangenis?

Komt er effectief op het einde van het jaar een einde aan de huur van de gevangenis in Tilburg?

Zo ja, hoe zal de terugkeer van de gevangenen naar de Belgische gevangenissen verlopen? Welke timing wordt gehanteerd? Naar welke gevangenissen zullen zij worden overgebracht? Zal er daardoor in die gevangenissen opnieuw overbevolking gecreëerd worden?

Zo neen, heeft de Ministerraad al besloten om de huur van de gevangenis te verlengen? Voor welke periode? Welke kostprijs is hieraan verbonden? Worden er volgend jaar verdere maatregelen genomen om de gevangenispopulatie in Tilburg af te bouwen, zodat de huur effectief kan worden beëindigd eind 2016? Misschien loop ik daarmee al vooruit op uw Masterplan 3.

Is de daling die momenteel bij de totale gevangenisbevolking is ingezet van die aard dat binnenkort de huur van de Tilburgse gevangenis niet meer nodig is?

13.02 Philippe Goffin (MR): Monsieur le ministre, dans la lignée de ce qui vient d'être dit, en 2016, la location de la prison de Tilburg sera terminée. Cela veut dire 600 détenus à réintégrer dans les prisons situées sur notre territoire. Quel est le plan d'action réfléchi ou abouti par rapport à ce rapatriement? À quel rythme va se faire ce retour en Belgique et dans nos prisons? Disposez-vous d'un calendrier? Ces détenus seront-ils répartis dans toutes les prisons du pays ou, au contraire, certaines d'entre-elles seront-elles privilégiées? Pour éviter une hausse à court terme du taux de surpopulation, envisagez-vous d'accélérer la réflexion par rapport aux peines alternatives?

13.03 Koen Geens, ministre: Monsieur le président, mevrouw De Wit, j'ai demandé au Conseil des ministres, la semaine dernière, de prolonger jusqu'au 31 décembre la convention relative à l'exploitation de la prison de Tilburg. La décision a été reportée au Conseil des ministres de vendredi prochain. Il ne s'agit pas de 600 détenus comme vous l'indiquez mais de 500. J'avais déjà pris la décision de réduire le nombre de détenus de 550 à 500 à partir du 1^{er} avril 2015.

Hoewel een substantiële daling waar te nemen is van de gevangenispopulatie, is het niet mogelijk eind 2015 de gevangenis van Tilburg te ontruimen. Terwijl de overbevolking vandaag is gedaald tot 10 %, zou deze door de ontruiming weer stijgen tot meer dan 15 %.

Zowel de inspectie van Financiën als de minister van Begroting hebben hun akkoord gegeven voor de verlenging. De kostprijs bedraagt 35,1 miljoen euro.

Le ministre du Budget m'a demandé de lui fournir un plan de sortie détaillé pour le 31 décembre 2015. Nous allons répartir les 500 détenus dans les divers établissements pénitentiaires en tenant compte de la capacité prévue et de l'occupation de chaque établissement à ce moment.

J'ai annoncé, dans mon plan Justice, que la surpopulation carcérale doit être combattue, d'une part, en promouvant les peines alternatives, la diminution du recours à la détention préventive et le courant sortant des internés vers le circuit externe de soins psychiatriques médico-légaux et, d'autre part, en revoyant la capacité cellulaire.

Zoals gezegd, is een sluiting van de gevangenis van Tilburg eind dit jaar niet realistisch. Met de maatregelen in voorbereiding en de doorzetting van de trend, moet de ontruiming van Tilburg tegen eind 2016 een haalbare kaart zijn.

13.04 Sophie De Wit (N-VA): Dankuwel, mijnheer de minister. Ik noteer dat we het voorlopig zullen moeten blijven doen met de Tilburgse gevangenis.

Ik zal het eens nakijken, maar ik heb de indruk dat u een lagere kostprijs bedongen heeft dan voordien het geval was, tenzij ik me vergis. We zullen dat mee opvolgen, samen met de maatregelen die een alternatief moeten vormen voor de gevangenisstraf.

Het zal moeilijk zijn om al die maatregelen op een jaar tijd rond te krijgen en zo'n groot verschil te kunnen maken dat de gevangenis in Tilburg niet meer nodig zal zijn. Ik ben echter benieuwd om te weten of het kan lukken. Ik denk dat het een meerwaarde kan zijn als u daar inderdaad in slaagt, zowel voor het budget als voor gevangenen zelf.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

Le **président**: La question n° 5683 de M. Vanvelthoven est retirée de l'ordre du jour en raison de son absence. La question n° 5634 de Mme Pas est également retirée de l'ordre du jour en raison de son absence.

14 Question de M. Philippe Goffin au ministre de la Justice sur "le maintien en détention pendant sept années d'un homme pour qui un acquittement avait été prononcé" (n° 5705)

14 Vraag van de heer Philippe Goffin aan de minister van Justitie over "de opsluiting gedurende zeven jaar van een man die was vrijgesproken" (nr. 5705)

14.01 Philippe Goffin (MR): La presse a révélé qu'un homme était interné depuis 2008 tantôt au sein de l'annexe psychiatrique de la prison de Forest, tantôt au sein de l'établissement de défense sociale de Paifve alors que son jugement, qui datait du 27 juin 2008, l'avait acquitté. Que ce soit à cause d'un cafouillage ou d'une mauvaise transmission de l'information, cette situation ubuesque est inacceptable pour la personne concernée.

Sur quelle base légale le parquet de Bruxelles a-t-il réclamé le maintien en détention de cet homme? A-t-on retiré des leçons de ce cafouillage? La base de données des établissements pénitentiaires permet-elle désormais de détecter plus rapidement ces erreurs?

14.02 Koen Geens, ministre: En ma qualité de ministre de la Justice, je ne puis en règle générale révéler les éléments concernant un dossier individuel encore en cours. L'article 122 du Règlement de la Chambre précise d'ailleurs à cet égard que sont notamment irrecevables des questions relatives à des cas d'intérêt particulier ou à des cas personnels statistiques.

Néanmoins, le procureur général de Bruxelles m'a transmis les éléments suivants en vue de me permettre de répondre à votre question. En réalité, l'intéressé n'a pas été privé de liberté par erreur. Les récentes hésitations de l'administration pénitentiaire quant à la portée du jugement du 27 juin 2008 trouvent leur source dans le fait que le passage dans lequel le tribunal y fait état de la nécessité d'interner l'intéressé ne figure pas dans la partie finale du jugement, mais est intégrée dans la partie de celui-ci contenant sa motivation.

La direction de l'établissement de défense sociale de Paifve a dès lors pris une décision unilatérale de mise en liberté. En effet, dans le dispositif du jugement du 27 juin 2008, le tribunal correctionnel de Bruxelles, sans acquitter explicitement l'intéressé, indique que les faits ne constituent pas une infraction dès lors qu'ils ont été commis dans les conditions prévues à l'article 71 du Code pénal, soit dans une situation de

déséquilibre mental rendant l'auteur incapable du contrôle de ses actions.

En revanche, dans sa motivation, après avoir constaté que l'intéressé, interpellé en flagrant délit, est en aveu des faits – plusieurs vols et tentatives de vol en état de récidive légale — qui lui étaient reprochés et après avoir cité le rapport de son expertise mentale, le tribunal a indiqué sans ambiguïté qu'une mesure d'internement du prévenu s'imposait.

Or la Cour de cassation a déjà dit à plusieurs reprises que peu importe l'endroit où se trouve la décision du juge dans un jugement pourvu que celle-ci soit exprimée. Le jugement du 27 juin 2008 a d'ailleurs été durant près de sept années interprété et exécuté sans aucune réserve par les seules parties concernées – le ministère public et l'interné – comme une décision d'internement.

Le 29 janvier 2015, la commission de défense sociale de Forest a ordonné le maintien du placement de l'intéressé à Paifve. Sur cette base, le parquet de Bruxelles a ordonné la réintégration de l'intéressé à l'annexe psychiatrique de Forest le 3 avril 2015. Saisie à nouveau, la commission de défense sociale de Forest s'est déclarée incompétente le 30 avril 2015 mais, le 7 mai 2015, sur opposition du procureur du Roi et suivant les réquisitions du parquet général, la commission supérieure de défense sociale a réformé cette décision et ordonné le maintien du placement de l'interné à Paifve en attendant que soit trouvée une structure adaptée à sa pathologie.

14.03 Philippe Goffin (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse complète.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

La réunion publique de commission est levée à 16.34 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.34 uur.